Extrait du Le Vénissian

https://levenissian.fr/Fier-e-s-d-etre-communistes,24

Une autre base commune pour le 33ème congrès

Fier(e)s d'être communistes

- S'organiser... - FV&R le PCF ! -

Date de mise en ligne : lundi 2 janvier 2006

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

1 - Le règne de l'injustice

L'impérialisme notamment américain, domine l'ensemble de la planète. Il y a une dizaine d'années, il prétendait faire le bonheur de l'humanité. En réalité, il entraîne le monde dans la misère jusqu'à menacer la planète dans son existence même.

L'humanité est victime des ravages qu'engendrent la concentration effrénée des richesses et la domination sans partage du capitalisme. Cette situation empire chaque jour. Elle entraîne le monde dans la barbarie.

Nous en sommes bien à ce « stade suprême » du capitalisme que décrivait Lénine : l'impérialisme. Cette mondialisation se réalise au seul intérêt de la stratégie des sociétés transnationales dont l'objectif est le profit maximum. Cette réalité incontournable de la domination impérialiste, base fondamentale de l'affrontement de classe, structure les évolutions en cours et leur nocivité.

122 pays du tiers-monde concentrent 85 % de la population mondiale, mais leur part dans le commerce international n'est que de 25 %. La planète compte aujourd'hui plus de 1,2 milliard d'êtres humains végétant dans un dénuement extrême, avec moins d'un euro par jour pour survivre, tandis que 1 % des habitants les plus riches gagnent autant que 57 % des personnes les plus pauvres de la Terre.
La situation s'aggrave. Il y a 40 ans, 400 millions de personnes souffraient de sous-alimentation permanente et chronique. Elles sont 842 millions aujourd'hui.

Parallèlement, les 374 plus grandes sociétés transnationales inventoriées par l'indice Standard and Poor's détiennent aujourd'hui, ensemble, 555 milliards de dollars de réserve. Cette somme a doublé depuis 1999.
Elle a augmenté de 11 %, depuis 2003. La plus grande entreprise du monde, Microsoft, abrite dans ses coffres un trésor de 60 milliards de dollars. Depuis le début de 2004, il augmente de 1 milliard de dollars par mois.

Les 500 plus grandes sociétés capitalistes transcontinentales du monde contrôlent aujourd'hui 52 % du produit intérieur brut de la planète. 58 % d'entre elles sont originaires des États-Unis. Ensemble, elles n'emploient que 1,8 % de la main-d'oeuvre mondiale. Ces 500 sociétés contrôlent des richesses supérieures aux avoirs cumulés des 133 pays les plus pauvres du monde.

Selon le rapporteur spécial des Nations Unis, la guerre n'est plus épisodique, elle est permanente. Elle est devenue une normalité. Les dépenses d'armement de tous les États du monde ont dépassé les 1 000 milliards de dollars en 2004. 47 % de ces dépenses ont été effectuées par les États-Unis.

L'impérialisme justifie toutes ses exactions et ses dépenses militaires, singulièrement la course diabolique à l'arme nucléaire, au nom de la lutte contre le terrorisme international. Le terrorisme doit être combattu sans faiblesse. Il se nourrit de la paupérisation des peuples. Il est attisé par l'agressivité impérialiste elle-même, comme on le voit au Proche Orient et aussi par la volonté proprement dictatoriale d'imposer aux autres cultures et aux autres civilisations le modèle occidental - de plus en plus américain - du « bien » contre le « mal ».

Ce monde dont on nous proclame sans cesse qu'il est régi par le droit international est en fait sous la tutelle de puissances financières privées aux visées impériales qui réduisent les États et l'ONU au service minimum pour être les exécuteurs dociles de leurs stratégies.

Copyright © Le Vénissian

Les sociétés transcontinentales privées, détentrices des technologies, des capitaux, des laboratoires, des moyens d'information les plus puissants que l'humanité ait connu, sont la colonne vertébrale de cet ordre injuste et dévastateur.

2 - Partage et contradictions impérialistes contre les civilisations et les cultures

Trois pôles impérialistes se partagent le monde et se disputent le leadership. Des milliards d'êtres humains sont victimes de la course effrénée aux profits d'une poignée de nantis. Des civilisations entières, des cultures, des traditions, des modes de vie sont mis en cause et menacés. Les États-Unis sont le véritable coeur de l'impérialisme, à la fois tête pensante, coffre-fort et bras armé du capitalisme. Mais ils sont également vulnérables : leur fragilité s'est révélée au grand jour avec la récente tragédie de la Louisiane. Le monde a découvert une classe populaire vivant une misère endémique dans des ghettos d'inhumanité et de souffrances. Leurs contradictions internes les ont conduits depuis la première guerre du Golfe à tenter d'imposer une domination militaire sans partage pour défendre leurs intérêts. Leur endettement est colossal. Le système financier international étant adossé au système financier US, le prix de la politique des USA est également payé par le reste du monde. Les Etats-Unis sont en mesure d'entraîner le monde entier dans une faillite boursière.

Deuxième pôle impérialiste par ordre d'importance, les pays d'Europe occidentale, avec les principales puissances que sont l'Allemagne, la France et l'Angleterre. Ils se sont doté d'une structure politico-économique supra-étatique, l'Union européenne. Elle traverse de graves difficultés. Elle connaît un manque de légitimité, mis à jour par le rejet du traité constitutionnel en France et aux Pays-Bas ; une opposition croissante face à la remise en cause des acquis sociaux ; une crise économique endémique qui s'approfondit malgré les diktats des commissaires européens qui imposent un libéralisme à tous crins ; des difficultés internes aggravées par l'élargissement à plusieurs pays d'Europe de l'Est.

Troisième pôle impérialiste enfin, le Japon et les « nouveaux dragons » (Corée du Sud, Taïwan). Ils ont du mal à se remettre de la crise financière asiatique. Leur prééminence économique est aujourd'hui battue en brèche par la montée en puissance de la Chine.

Face à ces trois grands pôles impérialistes, le reste de la planète se partage entre victimes du capitalisme et pays résistants.

Dans le reste du monde, surtout en Afrique et en Amérique latine, le rouleau compresseur de l'impérialisme joue à plein. Ces pays servent à la fois de réservoir de matières premières - agricoles, minières â€” et de réservoir de main-d'oeuvre, sous forme de migrations, et à travers les délocalisations. C'est une véritable division internationale du travail dictée par le capital, qui voit en contrepoint la classe ouvrière progresser en nombre au plan mondial. Ces pays sont également mis à contribution dans les services, les technologies de pointe, la recherche et développement...

Dans un grand nombre de pays, on assiste à une concurrence acharnée entre l'impérialisme US et les impérialismes concurrents. L'exemple du pré carré français en Afrique est révélateur. Les États-Unis y envoient des conseillers militaires et des associations « caritatives », suivis de près par des hommes d'affaires : l'impérialisme US gagne du terrain. Ces situations sont porteuses de nouvelles guerres. Dans tous les pays capitalistes et sous domination, la misère s'aggrave. À travers le mécanisme de la dette, les organismes internationaux (Fonds monétaire international, Banque mondiale...) imposent des politiques économiques libérales rétrogrades qui empêchent tout développement économique. Les économies s'intègrent les unes après les autres dans le système financier mondialisé.

Copyright © Le Vénissian

Pour les populations, cela se traduit par une précarité, une pauvreté toujours plus importante puisque les organismes financiers internationaux imposent une mutilation des services publics et des coupes dans les budgets d'éducation, de santé, etc.

Suivant les impératifs du capitalisme, cette précarité est souvent assortie de « conflits localisés » : les États pillés, déstabilisés, perdent toute légitimité et leurs capacités à maintenir les fonctions régaliennes traditionnelles (paix, justice, police...). C'est le cas entre autres de l'Éthiopie, de la Somalie, du Congo démocratique, de l'Argentine, d'Haïti, de la Côte d'Ivoire... Dans d'autres pays, le capitalisme suscite des guerres, comme en Irak ou en Afghanistan. Ces stratégies de chaos ont été théorisées par les « think tanks » US. Quand il le juge préférable, le capitalisme peut aussi imposer des politiques intérieures répressives pour maintenir une certaine stabilité : c'est le cas du Togo, du Salvador, du Nicaragua, des Philippines, de l'Indonésie.

Le service de la dette absorbe la plus grande part des ressources des pays endettés. Il ne reste plus rien ensuite pour financer les investissements sociaux. Lorsque l'insolvabilité menace, le garrot se resserre. Les « experts » du FMI arrivent de Washington. Et le gouvernement du pays garrotté devra accepter « librement » un nouveau tour de vis. De nouvelles coupes budgétaires devront être opérées. Jamais dans l'armée, ni dans les services secrets ou la police. Ces institutions sont essentielles pour garantir la sécurité des investissements étrangers. Le FMI ne touchera pas non plus aux inégalités fiscales et aggravera les inégalités sociales. Une seule solution s'impose : l'annulation de la dette des pays du Tiers-monde. Une telle annulation n'aurait aucun effet sur l'économie des États industriels et sur le bien-être de leurs habitants pratiquement aucune influence. Des centaines de millions de pauvres deviendraient un peu moins pauvres, de nouvelles coopérations pourraient s'élaborer !

3 - Des millions de femmes et d'hommes en résistance contre l'impérialisme

Aux côtés de pays en lutte depuis longtemps contre le système capitaliste dévastateur, émergent des forces et des formes nouvelles de résistance, progressistes et révolutionnaires. L'humanité n'est pas vouée fatalement à la misère et à la domination hégémonique du capitalisme qui « porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage ». Les expériences de lutte pour la liberté, pour le progrès social, pour le socialisme ont fait la démonstration que le système capitaliste n'est pas inéluctable et ne constitue pas la fin de l'Histoire. Nos luttes pour les revendications sociales, pour des changements démocratiques et populaires, pour la paix dans le monde participent de la marche en avant de l'Humanité pour plus de justice, plus de liberté, plus de solidarité. On voit émerger des résistances au niveau de certains états, au niveau des peuples - comme le montre la résistance irakienne à l'occupation américaine -, ainsi qu'une prise de conscience dans des milieux divers : mouvement syndical, églises, monde intellectuel, etc. Le mouvement alter mondialiste, avec ses nombreuses limites, est significatif de la prise de conscience des méfaits de l'impérialisme.

Les politiques impérialistes engendrent des résistances populaires fortes et nouvelles. Ces résistances se rencontrent dans des pays construisant aujourd'hui, dans le cadre de leurs réalités nationales, des sociétés se revendiquant du socialisme comme en Chine, au Vietnam ou à Cuba qui, malgré le blocus du mastodonte US condamné par la quasi-unanimité des pays, résiste et reste un exemple pour les peuples d'Amérique latine. Les reculs terribles subis par les peuples après les défaites imposées aux pays socialistes d'Europe, notamment en Union Soviétique, ont fait éclater l'ensemble de ces sociétés et ont fait la démonstration de ce que signifie, malgré toutes les imperfections connues dans ces pays, l'émergence d'un capitalisme mafieux. Les combats des peuples d'autres pays marquent l'actualité comme au Venezuela où s'exprime la nécessité de construire le socialisme, seule réponse valable aux maux subis par le peuple vénézuélien qui démontre les potentialités de la nationalisation du pétrole ou d'une réforme agraire progressiste et démocratique. Le peuple

Copyright © Le Vénissian

palestinien continue courageusement de lutter pour disposer d'un État. D'autres pays, d'autres peuples pourraient être cités en exemple.

4 - L'Union Européenne, instrument de domination du capital

L'union européenne exerce une domination écrasante sur les peuples européens et les nations. La résistance à cette domination s'est manifestée avec le rejet de la constitution en France, aux Pays-Bas. Nous nous prononçons pour une autre politique européenne et rejetons catégoriquement la mise en route d'un nouveau « processus constituant ».

L'Union européenne, héritière de la Communauté économique européenne, s'est bâtie sur un objectif défini lors du Traité de Rome de 1957 : l'instauration d'un marché commun. Depuis, l'Union européenne s'est construite par ajouts successifs de fonctions. Des pouvoirs politiques se sont ainsi additionnés aux compétences économiques premières, dans une totale opacité, et sans aucun contrôle des peuples.

Que la droite française ait adhéré à l'idéologie libérale qui sous-tend la construction européenne ne peut étonner personne. Quant au Parti socialiste, il s'en est fait un farouche promoteur : depuis le tournant de 1983-1984, à chaque fois qu'il a été aux affaires, il a été le serviteur docile de l'UE, pratiquant comme la droite la destruction des services publics et des acquis sociaux (retraites, sécurité sociale, éducation, etc.). C'est sous le gouvernement Jospin - malgré les accords pris avec le Parti communiste d'organiser un referendum pour consulter la population - que la monnaie unique européenne a été mise en place. C'est au sommet de Barcelone en 2002 que le principe du recul de 5 ans de l'âge moyen de la retraite a été avalisé par le gouvernement socialiste de l'époque. L'Union européenne s'est imposée comme une structure supra étatique. Elle impose ses choix économiques, commerciaux et politiques aux États membres, enserrés depuis le Traité de Maastricht dans un système juridique et réglementaire contraignant. En cas de non-respect des directives de la Commission européenne, les États s'exposent à des sanctions, notamment financières. C'est ainsi que pour obtenir la privatisation de GDF et d'EDF, l'UE a menacé l'État français d'amendes exorbitantes pour l'aide financière apportée par l'État à ces deux établissements publics.

Dans de multiples domaines, au nom du principe de subsidiarité, les États ont perdu leur souveraineté.
Une bonne part de l'activité des assemblées nationales des États membres consiste actuellement à transposer les directives européennes en droit intérieur. Lentement mais sûrement, un pouvoir supranational qui ne dit pas son nom, dirige les États. Or, l'Union européenne n'a aucune légitimité démocratique. C'est la Commission européenne, composée de membres désignés par les États - donc non élus - qui légifère par directives interposées. Le seul organe élu de l'Union est le Parlement européen. Il est consultatif et n'a aucun pouvoir législatif. Au mieux, il peut tempérer certaines directives de la Commission. Au nom du pacte de stabilité adopté à Amsterdam en 1997, les États membres appliquent la rigueur budgétaire.

Les politiques sociales sont subordonnées aux « grandes orientations de politique économique ». Dans les faits, cela se traduit par la réduction des dépenses de l'État dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la recherche, etc. Pour « résorber les déficits publics », les États se défaussent de leurs prérogatives sur les collectivités territoriales - régions, départements, communes -, sans leur donner les budgets nécessaires.
Moyennant quoi, les collectivités territoriales sont contraintes d'augmenter les impôts locaux pour faire face à leurs nouvelles prérogatives, ce qui fait peser une pression fiscale toujours plus importante sur les ménages. La construction européenne répond à une logique clairement affirmée : permettre aux capitalistes de réaliser un maximum de profits dans un « environnement concurrentiel ». Pour y parvenir, l'UE a instauré une politique monétaire contraignante commune aux pays de la zone euro, le recul de la protection sociale et du droit du travail afin de réduire au maximum le « coût du travail » et de mettre en concurrence les travailleurs dans l'espace

Copyright © Le Vénissian

européen, et le démantèlement des services publics afin d'ouvrir de nouveaux marchés au secteur privé. La tristement célèbre directive Bolkestein en est la parfaite illustration. Les technocrates de l'UE affirment qu'ils visent à relancer la croissance et résorber le chômage. Or, en 50 ans, l'Union européenne a fait la preuve que sa politique anti-inflationniste, combinée avec la déréglementation dans tous les domaines et à l'absence de politique industrielle, mène au chômage de masse et à la paupérisation croissante des peuples. Ils persistent en introduisant des mesures toujours plus destructrices contre le monde du travail : développement du travail flexible, précaire et sous-payé ; pressions financières pour obliger les demandeurs d'emploi à accepter n'importe quels postes à n'importe quelles conditions et « retour des personnes âgées à la vie active ». Le rejet en mai juin 2005 du Traité constitutionnel européen par la France et les Pays-Bas montre que les peuples résistent à la politique ultra-libérale de l'Union européenne. La situation est inédite : jusque-là, l'Union européenne ne s'était jamais véritablement exposée à la sanction référendaire. C'est une première victoire. Refusons de nous inscrire dans tout nouveau « processus constituant » qui ne pourrait poursuivre que le même objectif. La mise en cause des critères de Maastricht et des directives européennes contraires aux intérêts de notre pays demeure d'actualité.

Il faut une autre politique européenne, une Europe des qualifications, des coopérations de la solidarité, de la paix. La politique étrangère de la France doit sortir des frontières de l'Europe pour que notre pays joue son rôle entre le nord et le sud, avec la Baltique, l'Eurasie, la Méditerranée. La France doit reconquérir son indépendance économique et industrielle.

5 - La France doit reprendre le flambeau de l'émancipation

Notre pays ne doit pas se laisser rabaisser par ceux qui veulent lui dénier le droit de jouer un rôle positif dans la lutte pour l'émancipation dans le monde. Au contraire, il a une responsabilité particulière, en portant les valeurs universelles et singulières issues de l'histoire de France. Notre combat émancipateur doit intégrer des revendications fortes pour que la France joue, en Europe et dans le monde un rôle indépendant, avance des propositions progressistes et solidaires. La France est l'un des grands pays industriels du monde. Il est aujourd'hui corseté par une Europe supra nationale et sa politique est l'objet de fortes pressions américaines. Nous devons agir pour la défense de sa souveraineté nationale comme pour celle des peuples du monde, souveraineté nationale qui s'appuie sur des acquis sociaux arrachés par les luttes, des acquis démocratiques, construits dans les combats populaires et des acquis économiques aujourd'hui fortement menacés par les politiques de privatisation et d'abandons industriels. La France a besoin d'une telle ambition. Les résistances d'aujourd'hui puisent leurs forces dans les combats et les acquis populaires des périodes passées.

Des alliances populaires doivent être construites autour des classes ouvrières, des peuples et des pays qui luttent pour leur indépendance avec des mouvements de libération nationale. Ces alliances peuvent créer les conditions d'avancer vers un nouvel ordre économique international dont le mouvement des non-alignés avait défini quelques principes essentiels, il y a maintenant plusieurs décennies et qui gardent toute leur dimension subversive, développement économique et social, non-ingérence dans les affaires nationales, respect mutuel, échanges mutuellement avantageux.

6 - Pour un nouvel internationalisme

Dès ses origines, le combat émancipateur du mouvement ouvrier, démocratique, intellectuel s'est inscrit dans un cadre international. Le PCF doit reprendre le combat pour un nouvel internationalisme et relever les défis de la planète.

Copyright © Le Vénissian

Nous devons reconstruire des initiatives politiques de masse populaires, dynamiques, enthousiastes, répondant aux aspirations et aux idéaux notamment de la jeunesse. La lutte pour le désarmement, l'interdiction de l'arme nucléaire et pour la paix, l'action contre la faim, la misère ou l'analphabétisme sont des thèmes récurrents sur lesquels des campagnes ponctuelles ou de long terme peuvent se construire. Réhabiliter l'utopie et le rêve d'une humanité qui relève le défi de la solidarité et de la fraternité.

De nombreuses initiatives se développent sur tous les continents et à l'échelle internationale permettant l'engagement et des contacts nombreux avec des mouvements de masse, des partis, des syndicats, progressistes, communistes, révolutionnaires. Soyons de ces combats sans a priori.

Dans un monde où les combats s'affirment, mais ou de nombreuses difficultés apparaissent, les forces révolutionnaires et progressistes ont besoin d'échanger, de coordonner, de débattre, d'impulser dans des initiatives permettant aux classes ouvrières et aux peuples de combattre de façon conséquente, et sur le long terme, l'impérialisme et le capitalisme. Dans ce cadre, reprendre l'offensive pour que le mouvement communiste reparte de l'avant dans les pays européens et au niveau international, reconstruire des relations entre les partis communistes de tous les pays, c'est un bon point pour l'humanité.

Dégageons des voies inédites de rencontres, de rassemblements dans l'action pour renforcer le mouvement révolutionnaire mondial. Le besoin de s'organiser, initié par des partis communistes dans le monde est d'une tout autre dimension que la création et les activités du « Parti de la gauche européenne » aux orientations et objectifs flous et restrictifs, parti que ne veut pas dire son nom : social-démocrate. Choisir aujourd'hui de devenir un parti social-démocrate européen, c'est accepter de participer au remodelage capitaliste du continent européen. Il faut souligner que l'adhésion du PCF à ce parti n'a été approuvée que par à peine un communiste sur quatre. Elle n'a donc aucune légitimité démocratique. Il n'y a aucune raison de l'introduire dans les statuts. Dans une démarche opposée à celle de ce nouveau parti intégré dans les institutions européennes, il est indispensable d'ouvrir nos démarches solidaires et combatives en direction des forces révolutionnaires mondiales. Le mouvement communiste international est le seul à ne pas avoir aujourd'hui de structures, alors que, dès sa naissance, il s'est construit sur cette dimension. Le Parti communiste français a de longues traditions anticapitalistes et anti-impérialistes. Elles sont d'autant plus utiles aujourd'hui qu'elles s'appuyaient sur des luttes concrètes menées en France et dans le monde contre le fascisme, le colonialisme, l'impérialisme en général, mais aussi et surtout ce qui en fait sa dimension essentielle contre l'impérialisme français en Algérie, en Indochine, en Afrique... À travers le monde, il existe des besoins et des attentes immenses concernant le Parti communiste français, auxquels il nous faut répondre. Reconstruire une politique internationale communiste nouvelle, tel, est le défi que nous devons contribuer à faire vivre.

Copyright © Le Vénissian